

LES KURIAS DES HAUTES TERRES TANZANIENNES : DIAGNOSTIC D'UN SYSTEME D'EXPLOITATION FAMILIALE EN MUTATION

E. LAMADE*

RÉSUMÉ

Trois mois (avril-juin 89) de recherches d'une équipe ICRA(1) pluridisciplinaire et internationale, dans le nord-ouest de la Tanzanie, ont permis d'étudier certains aspects des systèmes de production des Kurias, agro-éleveurs dans la zone agroécologique des «Hautes Terres» de Tarime. Des enquêtes identifiant les contraintes affectant les objectifs des paysans ont permis d'établir un diagnostic du fonctionnement de leurs systèmes de production. Des suggestions de recherche et de développement visent à améliorer la reproductibilité système, dans un contexte de faibles apports d'intrants extérieurs.

MOTS-CLES

Système de production - Exploitation agricole - Diagnostic - Elevage - Zone d'altitude - Tanzanie.

INTRODUCTION

A l'occasion de la Déclaration d'Arusha en 1967, Julius Nyerere alors Président de la République Unie de Tanzanie, annonçait un changement radical dans la politique nationale : «tandis que d'autres pays (en développement) aspirent à atteindre la lune, c'est notre volonté de toucher les villages ! (NYERERE, 1968) L'importance était surtout mise sur un nouveau programme de développement rural : le programme de villagisation, dans lequel les paysans furent «encouragés» à quitter leurs exploitations, dispersées dans l'espace rural, pour se rassembler et vivre ensemble autour de nouveaux pôles socio-économiques, les villages *Ujamaa* (YEAGER, 1982) ou «communauté familiale traditionnelle», traduction littérale de ce concept *Kiswahili* (FREYHOLD, 1979).

A l'heure actuelle, beaucoup d'observateurs politiques ont établi le bilan de ces vingt années de collectivisation et bien que tous reconnaissent la remarquable stabilité de ce pays africain, renforcée par une volonté nationale d'unification, ils déplorent, en revanche une véritable stagnation du secteur agricole (STEWART, 1986; JAMAL, 1984).

Dans un contexte national marqué par une très grande diversité ethnique (plus de 120 minorités tribales) et écologique, il est certain que les conséquences de cette politique agricole sont à considérer cas par cas.

L'analyse des systèmes de production des Kurias, agro-éleveurs dans la zone agroécologique des Hautes Terres de Tarime, située dans le nord-ouest de la Tanzanie (à plus de 1000 km de Dar-es-Salam, la capitale économique) montre l'adaptation d'un groupe ethnique, d'une part au changement de politique agricole du pays, d'autre part aux nouvelles contraintes engendrées par une pression démographique impressionnante, une des conséquences indirectes de la villagisation.

* Clos Bel'Ombre 238, rue du Major Flandre 34090 Montpellier.

(1) ICRA : International Course for development oriented research in Agriculture. P.O. Box 88, 67 00 Wageningen, The Netherlands.

Trois mois (avril-juin 89) de recherches menées par une équipe ICRA pluridisciplinaire internationale (2) auprès des Kurias ont permis de révéler certains aspects traditionnels de leurs systèmes de production, d'effectuer, dans un premier temps, un diagnostic identifiant les contraintes affectant la réalisation de leurs objectifs afin d'établir, par la suite, des suggestions de recherche et de développement visant à améliorer l'efficacité du système, dans le sens de sa reproductibilité dans un contexte de faibles apports d'intrants extérieurs (3).

Méthodologie

L'ensemble de l'information qualitative et quantitative nécessaire au diagnostic, a été obtenu selon les étapes préliminaires préconisées par la méthodologie du CYMMIT (4) (BYERLEE et coll., 1980), dont le choix est justifié, premièrement par son adaptation aux caractéristiques de la zone d'étude, relativement homogène d'un point de vue agroécologique et historique, densément peuplée avec une dispersion assez grande des exploitations, deuxièmement afin de s'harmoniser avec l'équipe nationale de recherche «farming system» de la station scientifique Ukiriguru (TARO, 1983) qui utilise et recommande cette méthode.

Trois étapes peuvent être distinguées :

1) La collecte initiale et l'exploitation de la documentation existante visant à établir une première série d'hypothèses explicatives des contraintes du système, suivie d'un séminaire-atelier, sur place, faisant participer l'ensemble des pôles d'acquisition du savoir (anciens, chefs de villages, autorités traditionnelles et religieuses) de la région ainsi que les autorités administratives et politiques, ceci, afin d'élaborer une première liste de contrôle permettant de tester les principaux facteurs de contrainte, identifiés lors de cette première étape.

2) L'enquête informelle sur la base de la liste de contrôle, conduite dans 20 villages et où 38 paysans ont été interrogés afin d'établir les principales orientations du questionnaire approfondi.

3) L'enquête formelle sur la base du questionnaire approfondi auprès de 97 chefs de famille. Lors de cette enquête, la zone d'étude a été préalablement découpée d'après un critère strictement économique vue son apparente homogénéité écologique, qui est principalement la proximité des villages aux deux principaux marchés officiels : Tarime et Sirari à la frontière du Kenya. Dans les villages, les agriculteurs ont été sélectionnés au hasard mais en respectant la proportion, dans l'échantillon retenu, des propriétaires de bovins dans l'ensemble du terroir villageois. Par la suite, lors de l'interprétation des données, l'ensemble des chefs de famille interrogés (97) ont été classés selon qu'ils étaient propriétaires de bovins de trait ou non dans trois classes de taille de communauté familiale (classe 1 : de 1 à 3 membres de la famille travaillant à plein temps sur l'exploitation ; classe 2 : de 3 à 6 ; classe 3 : > à 6) , seule classification révélant différents types d'exploitations.

Certaines mesures de terrains (superficie, structure et finage de plusieurs exploitations) sont venues compléter et tester les informations obtenues par les interviews. Enfin, il convient de signaler que, dans une optique de première approche et de pré-diagnostic concernant le fonctionnement des systèmes de production locaux (et aussi en tenant compte de la courte durée de l'étude), la communauté de résidence (celle-ci étant toujours parfaitement délimitée visuellement dans l'ensemble de l'espace rural) a finalement été retenue comme unité d'étude de départ dans l'essai de typologie des exploitations par l'équipe. L'individu interrogé (homme ou femme) est toujours le chef d'habitation (choix effectué arbitrairement).

I — LA REGION DES HAUTES TERRES DE TARIME

1. Présentation

une région
d'altitude

Les Hautes Terres de Tarime sont situées au nord-ouest de la Tanzanie (lat. 1°21' - long. 34°15') à une altitude comprise entre 1524 m et 1829 m. Elles sont rattachées au district administratif de la ville de Tarime, dans la région de Mara (Fig. 1). D'une superficie de 550 km² environ, les Hautes Terres de Tarime comprennent une trentaine de villages, concernant 9000 petites exploitations familiales, dispersées dans un ensemble de collines et de nombreuses vallées en V (avec des pentes comprises entre 3 et 16 %). Cette zone agroécologique est limitée au sud et à l'est par une barrière naturelle formée par un escarpement très abrupt (l'escarpement de Utimbaru, dont la pente est supérieure à 50 %), au nord par une limite «administrative» : la frontière du Kenya.

un climat
tempéré

Les Hautes Terres de Tarime bénéficient d'un climat subhumide d'altitude (PATEL et SRIVASTA, 1977), relativement tempéré et arrosé tout au long de l'année. La pluviométrie moyenne (sur une période de 47 ans) annuelle est de 1527 mm (avec un minimum de 1038 mm en 1955, et un maximum de 2266 mm en 1961) (Fig. 2). La pluviométrie annuelle présente une distribution bimodale avec deux saisons des pluies inégales. Les températures annuelles, dans cette zone proche de l'équateur, varient seulement entre 14 °C et 20 °C.

(2) Composition de l'équipe : Reint Bakema (agronome, Pays-Bas), Dilbag Singh Grewal (agronome, Inde), Shaukat Hayat (vulgarisateur agricole, Pakistan), Udo Herbert (vétérinaire, Nigéria), Emmanuelle Lamade (écophysiologiste, France), January Mafuru (Economiste, Tanzanie), Imke Schlosser (phytopathologiste, République Fédérale Allemande).

(3) Les conclusions établies par l'équipe ont fait préalablement l'objet de débats avec les autorités locales concernées, avant d'être consignées dans un rapport (Bakema et coll., 1989) remis aux institutions de recherches nationales, plus particulièrement le TARO (Tanzania Agricultural Research Organization).

(4) CYMMIT : Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo, Londres 40, México 6, D.F., México.

Fig. 1 — Les Hautes terres de Tarime

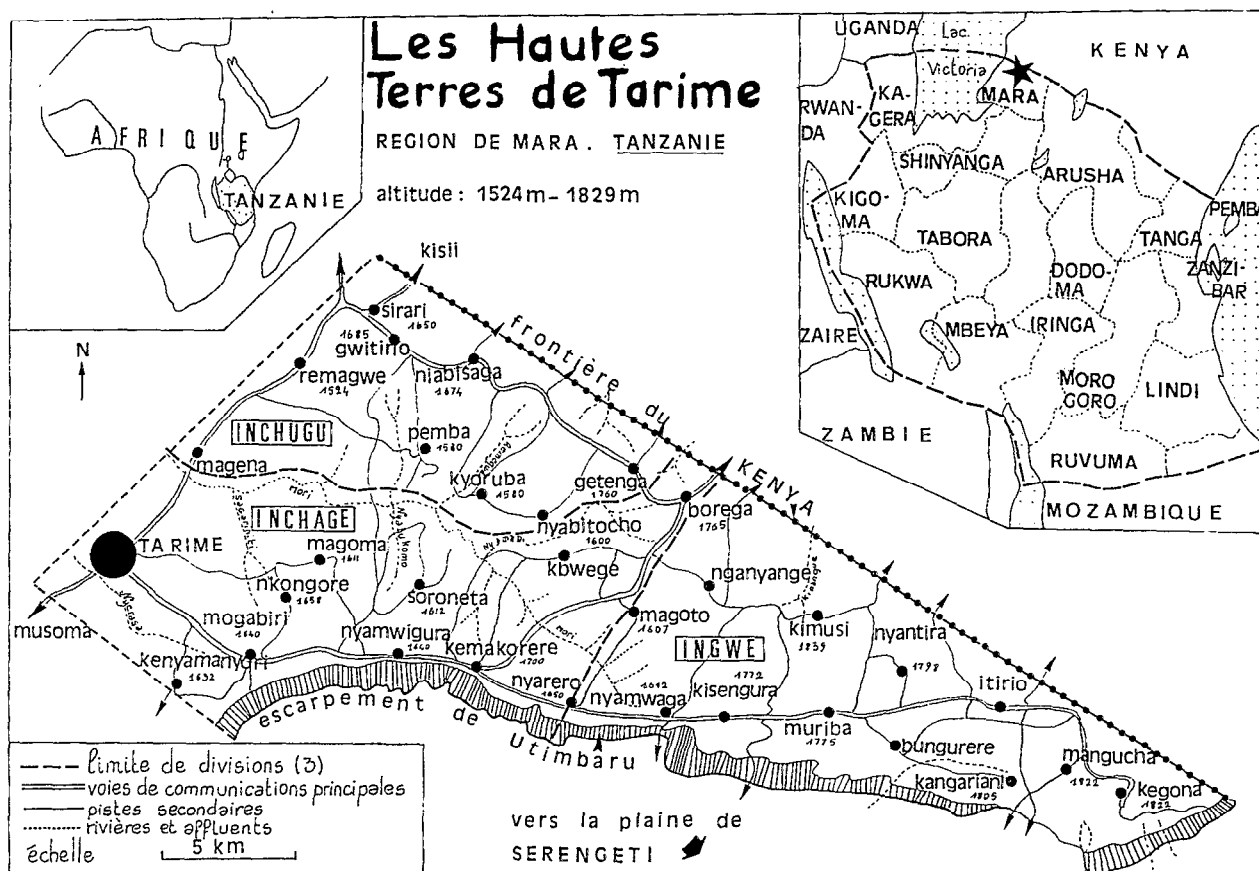


Fig. 2a — Variation de la pluviométrie annuelle sur une période de 47 ans (données de la station de Tarime).

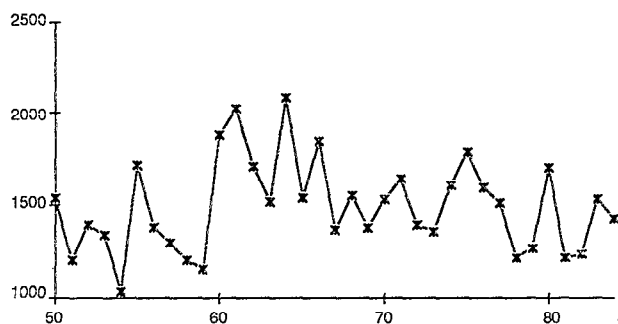
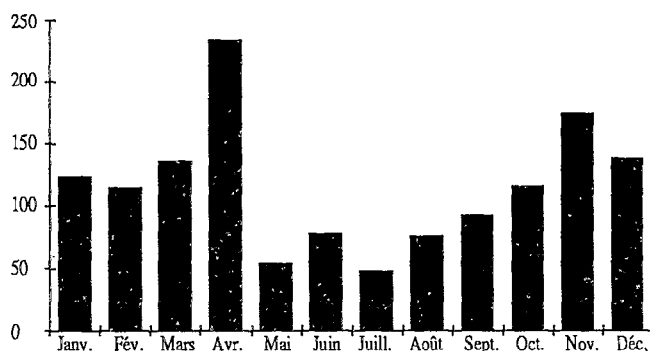


Fig. 2b — Pluviométrie moyenne (calculée sur une moyenne de 20 ans, station de Nyabasi). Distribution bimodale classique des zones tropicales subhumides d'altitude.



un sol fertile

La géologie des Hautes Terres est assez complexe : liée de près aux phénomènes de la « Rift Valley », elle se présente comme une succession d'activités volcaniques et métamorphiques. On distingue deux grands types de sols dans la région (PATEL et SRIVASTAVA, 1977 ; ANDERSON 1960, 1961) : les luvisols chromiques (des sols ayant un horizon B argilique, brun vif à rouge) et les acrisols plinthisques et orthiques (des sols possédant également un horizon B argilique). Malgré une tendance à présenter certaines carences en phosphore (problème de fixation des phosphates), l'examen conjoint, d'une part d'analyses chimiques locales (BAKEMA, 1988), d'autre part des productions et des techniques culturales permet de conclure à une fertilité moyenne voire bonne, dans certaines zones, de ces différents types de sols (ils présentent des capacités de drainage très variables, ils montrent aussi des épaisseurs très variables pouvant aller jusqu'à trois mètres).

ayant perdu sa végétation naturelle

L'usage répété de la culture itinérante dans cette région, combinée à une déforestation systématique et abusive, liée à une pression démographique toujours très forte dans cette zone agroécologique, aussi bien durant la période pré-coloniale que lors de la colonisation ont fait disparaître presque la totalité de la végétation naturelle. Seules demeurent actuellement quelques zones réservées au pâturage extensif, où se distinguent des bosquets touffus (*Euphorbia grandicornis*, *Agava sisalana*, *Lantana camara*...) dispersés dans un tapis graminéen élevé (avec *Pennisetum* sp., *Digitaria* sp., *Eleusine Jaegeri*, *Hyparrhenia* sp. comme espèces dominantes) ainsi que quelques plantations, éparées, d'espèces ligneuses comme l'Eucalyptus, introduit par les européens vers les années 30 (ANACLETTI et LEGETT, 1982), le Grevillea ou encore le Cyprès, utilisés à des fins domestiques (bois de chauffe, construction, outils ...) ou commerciales. Cette région présente donc une très grande potentialité agricole et sa situation géographique exemplaire entre le Kenya et le Lac Victoria en fait, d'un point de vue économique, un lieu de passage stratégique.

2. Occupation des sols

L'organisation et la stratification de l'espace rural s'établit en fonction de critères écologiques (topographie et sol) et de critères économiques (proximité relative des deux principaux marchés, Tarime et la frontière du Kenya).

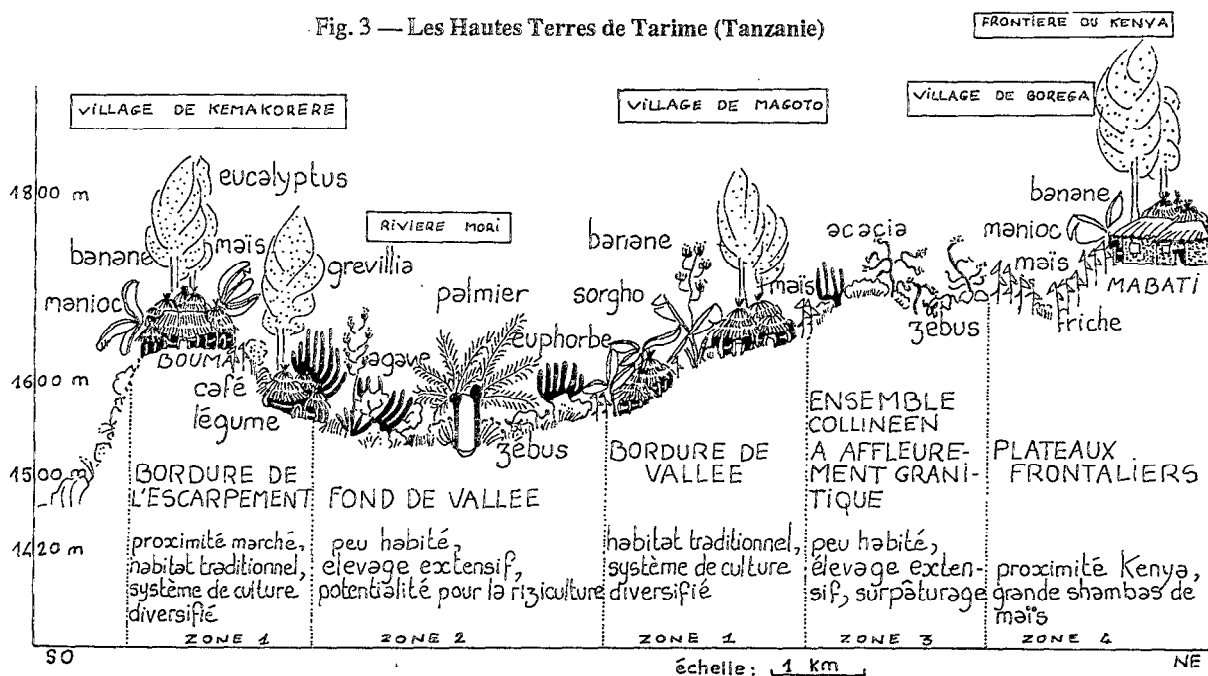
un parcellaire dense

L'habitat, théoriquement regroupé et organisé depuis la réforme agraire, autour des centres villageois «Ujaama», ne présente pas l'allure concentrique caractéristique de nombreuses régions d'Afrique mais un réseau de parcelles dense, à mailles serrées, où chaque agriculteur et sa famille occupe le centre de l'exploitation.

et un habitat dispersé

Suivant un transect sud-nord permettant de décrire l'ensemble des unités de paysage rencontrées dans les Hautes Terres de Tarime, quatre zones principales s'individualisent (Fig. 3) :

Fig. 3 — Les Hautes Terres de Tarime (Tanzanie)



Zone 1 . La bordure de l'escarpement de Utimbaru (ainsi que les bordures des vallées intérieures) est une zone densément peuplée avec une organisation culturelle dense et très diversifiée dont l'ensemble de la production est stimulée par la proximité du marché de Tarime. On y rencontre des cultures vivrières traditionnelles telles que millet, sorgho, manioc, patate douce et des cultures de rapport tels que café, banane, légumes (tomates, oignons, pommes de terre) et fruits (mangues, agrumes, avocats ...). La plupart des *shambas* (parcelles) sont cultivées en cultures associées ou en mélange : les plus courantes sont «café-banane-haricot», «maïs-haricot», «manioc-maïs», «sorgho-maïs», «sorgho-millet». Dans ce réseau culturel dense, distribué autour des habitations, apparaissent quelques friches communales réservées au pâturage. L'ensemble de la population de cette zone vit essentiellement de la production agricole.

Zone 2 . Le fond de la vallée (de la rivière Mori et de ses affluents) avec ses terrasses alluviales, recèle encore quelques unités de végétation

originelle (savane haute dominée par *Pennisetum* sp.). Très peu peuplée, peu exploitée au niveau agricole, cette zone présente pourtant une bonne potentialité pour la culture du riz.

Zone 3 . Un ensemble de collines non arables, dotées de nombreux affleurements granitiques, situées dans la partie nord des Hautes Terres de Tarime, montre les signes d'un sur-pâturage constant. Ce groupe collinéen, impropre à l'activité culturelle, est une des dernières zones exclusivement consacrées aux parcours.

Zone 4 . Les plateaux et collines frontaliers, densément peuplés, au nord de la zone d'étude présente un système de culture moins diversifiée que celui de la zone 1. On note un espace culturel occupé par de grandes *shambas* de maïs, la culture spéculative de la région. Ce maïs est par la suite vendu à la frontière du Kenya. Beaucoup de villageois, dans cette partie nord du transect vivent de trafics frontaliers (plus spécialement le trafic d'or, exploité sans autorisation dans quelques anciennes petites mines locales).

3. Les Kurias

des agroéleveurs
héritiers des Mésais

Les Kurias forment une réelle entité socio-culturelle (TOBISSON, 1985) : ils s'expriment en *Kiruria*, dialecte bien différent de la langue officielle tanzanienne, le *Swahili*. Présents de part et d'autre de la frontière, ils peuvent ainsi maintenir des relations socio-économiques «extra-nationales». Ils sont organisés intérieurement en 15 clans, chacun d'eux occupant une zone géographique précise : la province (les villages «Ujamaa» sont le plus souvent constitués par un seul clan). L'appartenance à un clan est la principale clé d'identification sociale pour le Kuria. Au sein d'un clan, des liens sociaux complexes unissent les individus appartenant à un même lignage. De nombreuses et constantes rivalités entre les clans occasionnent de violentes disputes, qui favorisent un climat d'instabilité perpétuel, renforcé par la proximité de la frontière ... et la présence des trafiquants frontaliers.

une famille étendue

A l'intérieur d'un lignage, la famille (une même unité de résidence) représente un des premiers et principaux maillons d'organisation sociale et économique chez le Kuria. Composée du chef de famille (ou chef d'habitation), le mari, des épouses (dans une société très fortement dominée par les hommes, la polygamie est une des premières règles de réussite sociale, actuellement, plus de 40 % des agriculteurs Kurias sont polygames), des enfants (mariés ou non) auxquels s'ajoutent, le plus souvent la mère du chef de famille ou un de ses frères (non marié), cette «famille étendue», valeur traditionnelle aujourd'hui obsolète dans bien des sociétés africaines, demeure encore de nos jours, l'unique modèle social de cette ethnique. Elle forme une unité fonctionnelle à part entière. Les familles Kurias comptent, en moyenne de 11 à 13 membres (avec un nombre moyen d'actifs à plein temps sur l'exploitation, composé de 5 adultes et 2 enfants auxquels s'ajoutent les enfants scolarisés).

des rapports
d'entraide

Bien qu'une entraide réelle concernant les travaux agricoles existe entre les membres actifs (hommes et femmes) d'une même communauté familiale, chaque co-épouse est seule responsable de la récolte, du stockage et de la consommation des produits (essentiellement vivriers comme le millet, le sorgho, le manioc) de sa propre *shambas* (parcelle lui étant octroyée par son mari lors de son mariage). Traditionnellement, le chef de famille gère les cultures de rapport tels que le café et le maïs. Hommes (les fils plutôt que les pères) et femmes peuvent par ailleurs posséder, indépendamment les uns des autres, des *shambas* de bananes, dont ils vendent ponctuellement la production en fonction de leurs besoins personnels.

agriculteurs

L'ensemble de la communauté familiale, vit dans une unité d'habitation bien définie, la *bouma* (ensemble de huttes en terre), très soigneusement délimitée par une enceinte végétale composée d'euphorbes, colmatée par des branchages épineux. Ce mur servira de défense contre d'éventuels voleurs de bétail, puisque chaque jour, de retour des parcours, le troupeau familial est placé dans la *zizi*, partie centrale de la *bouma*.

mais aussi
éleveurs traditionnels

En effet, si les Kurias pratiquent une agriculture assez diversifiée, ce sont également de traditionnels éleveurs de bétails (la race autochtone est le zébu tanzanien Shorthorn). Comme dans de nombreuses sociétés traditionnelles africaines, le bétail joue un rôle socio-économique et socio-culturel très important chez les Kurias : c'est à la fois un moyen direct d'accumulation des revenus et un support pour de nombreux échanges et manifestations socio-culturelles, toujours très en vigueur (les échanges les plus importants se font essentiellement entre les différents lignages d'un même clan). Par exemple, le montant de la dot que le futur époux doit offrir à la famille de son épouse est un des plus élevés d'Afrique : 30 zébus ! Le chef de famille est seul responsable de la gestion du troupeau, comprenant non seulement des bovins mais également des caprins et des ovins, dont il confie souvent la garde lors des parcours à ses jeunes fils.

II — COHERENCE INTERNE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION

une importante
main-d'œuvre
familiale

Les systèmes de productions des Kurias reposent entièrement sur la main d'œuvre familiale, d'où l'importance et la nécessité économique de l'existence d'une communauté familiale importante, ainsi que sur la disponibilité «théorique» de la terre pour chaque exploitation. Si la production vivrière reste l'objectif principal des agriculteurs Kurias (en effet, la superficie moyenne par exploitation, allouée pour les principales cultures vivrières est d'au moins 70 %), l'introduction par les colons européens de cultures de rapport comme le café et le maïs, a modifié les moyens traditionnels de monétarisation (fig 4).

Fig. 4 — Les différentes cultures des Kurias

	cultures	rendement* Kg/ha	surface moyenne ha	importance des cultures	% d'agri- culteurs
cultures vivrières :	Maïs	1650	0.66 (20%)	70 %	89
	Millet	1750	0.46 (14%)		67
	Sorgho	1825	0.30 (9%)		79
	Manioc	-	0.60 (18%)		>90
	Patate douce	-	0.30 (9%)		64
cultures de rente :	Légumes	-	< 0.1 (2%)	30 %	-
	Café	<1Kg/pieds	0.63 (19%)		62
	Banane	200 pieds	0.32 (9%)		81
	Friches		0.90		
	(la surface moyenne des exploitations est de 3.6 ha)				

* rendements estimés

un troupeau de
bovins de trait

Sous la pression des nombreux vols de bétail et des confiscations par l'état, la taille des troupeaux diminue, l'importance économique du bétail s'amoindrit tandis que les systèmes de culture se diversifient, favorisés par les remarquables conditions écologiques des Hautes Terres de Tarime. Au dessus du seuil de subsistance (les rendements du maïs, sorgho et millet, se montrent bien supérieurs à de nombreuses régions d'Afrique, permettant à cette zone d'être au dessus du seuil de la famine), les Kurias montrent des facultés d'adaptation rapide dans un contexte économique national très fluctuant, tout en maintenant leur objectif principal qui est de minimiser les risques à la production vivrière.

Bien que relativement homogènes des points de vues socio-économique et foncier (lors de la réforme agraire, vers les années 70, chaque communauté familiale s'était vue octroyée, par l'état, une superficie proportionnelle au nombre des membres actifs la composant), les communautés familiales Kurias peuvent se différencier par leur nombre de bovins de trait et la quantité de force de travail familiale disponible au sein de chaque résidence.

1. Le travail

Fig. 5 — Main d'œuvre familiale et traction animale

classe	sans traction animale	avec traction animale	total
1	29	11	40
2	13	16	29
3	6	22	28

les petits exploitants
ne possédant
ni main-d'œuvre ni
bovins
de trait

On note une nette relation entre la taille de la famille et le fait de posséder des bovins de trait, ces deux critères étant significatifs du rang social de chaque exploitation. Actuellement l'importance du groupe des petites exploitations ne possédant pas de bétail augmente sensiblement du fait d'un accroissement important des risques à l'élevage (vols interclaniques, confiscations gouvernementales, diminution des zones de parcours due à une augmentation importante des besoins en produits vivriers) l'augmentation très importante des prix des bovins ne permettant pas de reconstituer un troupeau perdu ou amoindri.

ont recours à l'aide
des groupes de
travail

Ce groupe de petits exploitants peut accéder à la traction animale de deux façons : l'emprunt ou la location d'une paire de boeufs (1000 à 1500 Tsh - Tanzanian Shilling - par acre - 40,47 ares pour une paire de boeufs) à un tiers. Mais beaucoup semblent avoir recours à l'utilisation des groupes de travail (Fig. 6). Ces groupes à forte connotation politique, instaurés lors du programme de villagisation, représentent en fait les relations d'entraide traditionnelles reposant sur les liaisons familiales, lignagères ou claniques (LAMADE, 1989).

Fig. 6 — Accès à la traction animale

classe	location de boeuf (n=97)		groupe de travail (n=85)	
	pas de traction animale	avec traction animale	pas de traction animale	avec traction animale
1	31.0	27.3	72.0	63.6
2	30.8	12.5	33.3	68.8
3	33.3	0.0	50.0	60.0

Seulement 30 % des paysans non propriétaires de bovins affirment en louer, les autres empruntent ou plus souvent ont recours à l'entraide de leur groupe de travail (le travail de la terre se faisant alors manuellement). Cette solution est de loin la moins coûteuse : l'aide fournie est rétribuée en nature (repas) ou en échange. L'existence des groupes de travail est primordiale à la survie des familles restreintes ne possédant pas de bovins de trait essentiellement pendant les deux grandes périodes de suractivité agricole qui ont lieu, la première en février-mars (les agriculteurs sont occupés par les semis et les premiers sarclages), la seconde en août-septembre (juxtaposition entre la fin des récoltes de la première saison et les activités correspondant au démarrage de la seconde). Néanmoins, malgré l'existence des groupes de travail, plus de 80 % des agriculteurs affirment avoir des déficits en force de travail durant ces périodes.

La distribution bimodale des précipitations permet deux cycles culturaux par an pour les principales cultures annuelles comme le maïs et le sorgho (pommes de terre, haricots, légumes peuvent être récoltés trois fois par an) à l'exception du millet dont la maturation s'effectue seulement en juillet. Les cultures pérennes (manioc, patate douce, banane) n'ont pas de calendrier culturel spécifique. Le café est planté en avril (date d'approvisionnement en jeunes plants).

1) Longue saison des pluies:

Nettoyage et préparation du sol s'effectuent de novembre à décembre (labour à la charrue attelée). Les semis des céréales ont lieu de janvier à mars : le maïs est semé en ligne après le 3^{ème} labour, tandis que sorgho et millet sont semés à la volée mais jamais après un labour.

Après les semis, l'ensemble de la communauté familiale se met au désherbage des shambas, du mois d'avril au mois de mai (la prolifération importante des adventices, dans cette région, due à l'absence d'une longue saison sèche, est une des majeures contraintes à la production végétale). Le sarclage est toujours manuel (avec une houe (jembe) ou une petite houe). Maïs et sorgho sont sarclés une seule fois, la troisième ou quatrième semaine suivant le semis. Pour le millet, le sarclage est capital : 2 à 3 fois après le semis, le premier débutant la 2^{ème} ou 3^{ème} semaine après le semis. Souvent le 2^{ème} ou 3^{ème} désherbage commence avant que le premier soit entièrement terminé. La communauté familiale a souvent recours au groupe de travail pour les différents sarclages du millet.

Il n'y a pas de période spécifique pour le désherbage des cultures pérennes : il se fait systématiquement toujours après celui des cultures vivrières.

L'épandage d'engrais ou de fumier se fait toujours avant le semis. Celui-ci n'est pas systématique (Fig. 7). L'utilisation du fumier n'est pas traditionnelle, les engrais, peu disponibles, sont encore moins employés.

Fig. 7 — Fertilisation

cultures	fumier	engrais composés
maïs	57	14
millet	31	5
sorgho	32	
manioc	5	
patate douce	9	
pomme de terre	24	
café	74	11
banane	54	2

Ce sont les cultures de rente qui bénéficient le plus de ces apports : les agriculteurs Kurias gèrent au mieux leur temps et leur argent sur des points techniques optimisant uniquement les productions spéculatives.

Juillet et août sont les mois de récolte des principales cultures vivrières. Le stockage des céréales s'effectue sans battage, dans des greniers (ghana). Les pailles sont brûlées sur les parcelles.

2) Courte saison des pluies :

Pour le maïs et le sorgho, la préparation du sol a lieu en juin et juillet. Le semis s'étale de la fin du mois de juillet jusqu'en septembre. Les récoltes vont s'échelonner de février à mars.

un travail réparti
selon le sexe

Comme dans de nombreuses sociétés africaines, la disparité entre les sexes concernant la répartition des tâches domestiques et du travail agricole, est de règle. La division sexuelle du travail guide l'activité quotidienne de tous les Kurias. Si par le passé, les femmes étaient uniquement responsables de la production vivrière tandis que les hommes avaient, seuls à charge, la gestion des troupeaux, de nos jours les limites de ces rôles sont beaucoup moins rigides. Tous participent (qualitativement parlant) aux travaux des champs (Fig. 8).

Fig. 8 — Répartition des tâches agricoles et domestiques entre les deux sexes, en pourcentage (n=97).

activités	hommes	femmes
préparation du sol	99	76
semis	97	94
sarclage	97	98
récolte	97	98
épandage fumier-engrais	74	69
traitements des cultures	46	18
transports des produits	90	89
stockage des récoltes	69	93
vente des produits agricoles	76	78
gardienage du troupeau	48	41
traite (lait)	1	62
collecte de bois de chauffe	4	100
corvée d'eau	3	98
activités domestiques	12	98
réparations et constructions des habitations	96	30

avec la participation
des enfants

Les enfants (scolarisés à plus de 70 %) participent avec les femmes à l'ensemble des activités, de retour de l'école. La vente est aussi l'affaire des deux sexes. Par contre les femmes ont seules à charge les activités domestiques. Les autorités ont bien conscience du problème de la surcharge de travail des femmes, témoins les nombreuses associations féminines de développement issues du Tanzania Women's Union. Dans chaque village *Ujamaa* des Hautes Terres de Tarime, les femmes sont toutes organisées en groupe, stimulées par les membres féminins du très actif TARDEP (Tarime Development Programme), responsables, par exemple, de l'installation de moulins à meules mécanisés dans presque tous les villages.

2. La terre

une répartition
foncière arbitraire

mais gérée
traditionnellement

Dans le passé, chaque famille se voyait octroyer la terre sous les conditions de l'usufruit (TOBISSON, 1985). Une terre laissée à l'abandon pendant un certain nombre d'années était automatiquement redistribuée pour un meilleur usage par le conseil des anciens qui, dans chaque village, était responsable de la gestion du terroir. C'est la période coloniale, avec l'instauration de règles touchant le foncier qui fit apparaître la notion de propriété individuelle ou familiale. Le programme de villagisation, bien qu'il se soit accompagné d'une redistribution arbitraire des terres, suivant la taille de la communauté familiale (actuellement 50 % des agriculteurs ont établi leur exploitation durant cette période), ne semble pas avoir affecté le système en profondeur puisque se sont les mêmes autorités (les sages du villages) qui, sous une autre appellation, le «Village Land Committee» possèdent les pouvoirs de décision concernant l'organisation foncière villageoise..

mais un déficit en
force de travail et des
terres en friche

Actuellement la superficie moyenne de chaque exploitation familiale est de 3,6 hectares (moyenne comprise entre les limites de 0,5 ha à 18,8 ha). De nombreux agriculteurs possèdent une proportion non négligeable de terre laissée en friche (entre 1,2 et 3,9 hectares) due essentiellement à un manque de main d'oeuvre, plutôt qu'à une pratique de jachère. En fait c'est plus de 75 % des familles restreintes ne possédant pas de bovin de trait (donc déficitaires en force de travail) qui possèdent des parcelles abandonnées (Fig. 9).

Fig. 9 — Pourcentage des exploitations ayant une partie de leur terre en friche.

classe	sans traction animale	avec traction animale
1	75.9	36.4
2	53.8	56.3
3	50.0	50.0

Malgré l'importance relative des parcelles abandonnées laissées en friche sur l'ensemble de la zone agroécologique des Hautes Terres de Tarime (26 % de l'ensemble des terres arables), la difficulté d'accroître la taille des exploitations est néanmoins un problème évoqué par plus de 68 % des chefs de famille Kurias. Le retour sensible au système foncier traditionnel (actuellement les terres sont «prêtées» par l'état pour une période d'environ 30 ans à chaque chef d'exploitation), c'est à dire au partage de l'exploitation familiale entre les fils, la taille des familles peuvent provoquer une véritable crise agricole renforcée par une baisse sensible de la fertilité des sols, due à l'abandon ou à l'inexistence de pratiques culturales comme les rotations culturales, la jachère, indispensable à la reproductibilité du système.

3. Systèmes de culture

a) Cultures vivrières

prioritaires

L'ensemble des exploitants, sans distinction de classe, accorde la priorité à la production vivrière (minimisation des risques pour l'autosubsistance familiale). Quelque soit la taille de la famille, l'importance de l'exploitation, la surface moyenne des *shambas* en culture vivrière (Fig. 10), par personne, semble d'une étonnante constance, prouvant également que la disponibilité en terre n'est pas une des principales contraintes à la production.

Fig. 10 — Surface moyenne en culture vivrière (en ha, n=97) par personne pour l'ensemble des exploitations.

classe	sans traction animale	avec traction animale	Total
1	0.22	0.28	0.24
2	0.18	0.23	0.21
3	0.18	0.16	0.16

Toutes catégories confondues, 60 % des agriculteurs tirent profit de la vente d'une partie de leur production vivrière. Les communautés familiales restreintes tirent proportionnellement le plus de revenus (près de 79 % de leur revenu annuel total) de cette vente (Fig. 11). Cela ne veut pourtant pas dire que ces exploitations produisent un surplus alimentaire, bien au contraire, puisque celles-ci sont souvent amenées par la suite à en acheter, si les besoins ménagers se font sentir.

Fig. 11 — Revenus des productions vivrières (n=60).

classe	sans traction animale	avec traction animale
1	78.7	43.8
2	67.7	33.3
3	82.7	59.2

En terme d'allocation d'énergie, il est clair que les familles ne possédant pas de bovin de trait, finalisent l'ensemble de la force de travail dont elles peuvent disposer (en tenant non seulement

compte de la main d'oeuvre familiale, mais aussi de l'aide des groupes de travail, plus exceptionnellement celle de journaliers, ainsi que d'éventuels emprunts ou locations de paires de boeufs) dans la production alimentaire de base, tandis que les autres investissent les ressources énergétiques supplémentaires dans la culture et l'entretien des deux principales cultures de rapport de la région : le café et la banane.

b) Café et banane

Introduit du Kenya par des missionnaires en 1954 dans les Hautes Terres de Tarime, planté par la suite par de petits exploitants agricoles locaux, le café *arabica* fut récolté, quatre ans après, dans des proportions assez modestes. Mais, grâce au contexte international et à l'encouragement national, il devint alors rapidement une culture de rapport de tout premier plan dans la région.

En fait, la gestion de la commercialisation du café est à l'origine de la création de la première coopérative paysanne « nationale », la « Kilimanjaro Native Cooperative Union », qui, bien avant l'indépendance, prouva sa capacité à supplanter les entreprises coloniales et devint à ce titre, le symbole du rassemblement paysan pour l'unification du pays et son indépendance... (CLIFFE et coll. 1975)

Ce n'est que dans les années 70, suite à des fluctuations importantes des cours internationaux, aggravées par le mauvais fonctionnement de certaines coopératives nationales (chargées de fournir des intrants, du matériel ainsi que des jeunes pieds de café aux planteurs) que cette culture perdit toute popularité auprès des agriculteurs Kurias. Plus récemment, en 1980, les vols de bétail, ont privé beaucoup de planteurs d'un élément indispensable à l'entretien des plantations : l'énergie animale pouvant augmenter notablement la quantité de force de travail d'une exploitation et permettant ainsi une maintenance correcte des caféiers.

On note d'ailleurs une nette corrélation existant entre les exploitants non seulement propriétaires de *shambas* de café mais surtout producteurs et vendeurs avec la possession de bovins de trait (Fig. 12).

le café contrôlé par les institutions semble condamné.

Fig. 12 — Agriculteurs Kurias vendant du café (%)

classe	sans traction animale	avec traction animale
1	31.0	72.7
2	23.1	75.0
3	50.0	63.6

Malgré un nouvel encouragement des autorités (le kg de café est payé 51 shilling Tanzanien) beaucoup de petits cultivateurs délaissent leurs plantations au profit de productions agricoles au bénéfice plus immédiat : la banane et plus récemment, les légumes (tomates, oignons, choux, épinards, pommes de terre) ainsi que le maïs (celui-ci surtout en bordure de frontière).

La banane, introduite il y a 20 ans dans les Hautes Terres de Tarime, a rapidement pris de l'importance en tant que culture de rente (les Kurias mangent peu de bananes) sous la stimulation d'un réseau commercial dont les deux pôles principaux sont les villes du bord du Lac Victoria (Mwanza, Musoma, Kisumu au Kenya) et certaines bourgades plus centrales telles que Shinyanga. Cette production en dehors du contrôle des institutions nationales, semblent séduire de plus en plus d'agriculteurs, en particulier les familles restreintes ne possédant pas de bovins de trait (Fig. 13).

la banane séduisante

Fig. 13 — Agriculteurs Kurias vendant des bananes (%)

classe	sans traction animale	avec traction animale
1	86.2	81.8
2	53.8	100.0
3	50.0	86.4

La courte durée relative de la maturation des pieds (un jeune pied planté peut produire des fruits un an après), la bonne production de la parcelle sans pratique culturale sophistiquée, les voies de paiements plus directes, comparées à celles du café ainsi que la très bonne potentialité agricole (absence de problème phytopathologique grave sur cette culture dans les Hautes Terres de Tarime, en comparaison avec la région de Bukoba, traditionnellement productrice) de la région pour cette culture, expliquent largement cette nouvelle stratégie chez les petits exploitants. Cependant, le manque et la difficulté des transports (réseau de communications très accidenté la plupart du temps inutilisable par la fréquence des précipitations et l'importance des phénomènes d'érosion) demeurent, pour l'instant, un obstacle incontournable au réel développement de cette production. Les régimes sont, pour le moment, transportés (des *shambas* aux deux principaux marchés Tarime et Sirari), un par un sur la tête des femmes. L'utilisation des ânes pour le transport, dont le nombre est important chez les Luo, ethnies voisines des Kurias, est considérée comme très dégradante dans les Hautes Terres de Tarime, et ne peut donc, de ce fait, être envisageable afin d'améliorer ce problème de transport des régimes et autres produits agricoles.

c) Maïs

C'est l'administration coloniale qui, dans les années 20, imposa la culture du maïs comme reconversion arbitraire pour tous les paysans des Hautes Terres de Tarime, afin de couvrir les besoins alimentaires des régions les plus sèches de la zone du Lac et ceux des chercheurs des mines d'or. Considérée tout d'abord comme une culture de rente, l'installation de moulins à meule dans chaque pôle Ujamaa, contribua à l'introduction du maïs dans les besoins alimentaires des Kurias (TOBISSON, 1985). D'ailleurs, dès 1960, le maïs était devenu la première culture de la région.

La grande majorité (90 %) des exploitants des Hautes Terres de Tarime cultivent le maïs, sur une surface moyenne d'au moins 0,7 ha par famille (avec un gradient allant de 0,5 ha au sud jusqu'à 1 ha au nord). Ceci s'explique par la grande facilité pour les agriculteurs frontaliers de vendre leur production au Kenya. Même les autorités s'accordent à dire que c'est ainsi plus de 50 % de la production qui ne va pas à la Coopérative d'Etat (Mara Cooperative Union), la seule institution légale responsable de l'achat des produits céréaliers.

Symptomatique du malaise actuel des institutions, la culture du maïs présente néanmoins certains aspects prometteurs au niveau de l'évolution des pratiques culturales puisque l'emploi de graines sélectionnées (au moins pour 30 % des paysans), d'engrais minéral ou organique (pour plus de 50 %), le respect des calendriers culturaux, le désherbage systématique, la rotation culturale avec le manioc semblent acquis pour certaines exploitations. Néanmoins le rendement moyen pour la région avoisine 1650 kg/ha : on est probablement loin des potentialités de la région pour cette culture.

d) Elevage

La prédominance du rôle de l'élevage dans les systèmes de productions des paysans Kurias a très sensiblement diminué depuis 50 ans, d'une part à cause de l'introduction de bonnes cultures de rapport tel que le café et le maïs, d'autre part à cause de la diminution des pâturages, de plus en plus alloués à la production vivrière, résultat d'une pression démographique toujours plus importante. L'introduction de la charrue en 1930 par un colon anglais, dont l'usage s'est répandue très rapidement dans les Hautes Terres de Tarime, a également très largement contribué à la mutation de l'élevage traditionnel extensif Kuria.

En 1984 le DLDO (District Livestock Development Officer) recensait 42 579 têtes de bovins, 34 899 caprins et 6 668 ovins, sur un ensemble de 9000 exploitations. 67 % des chefs d'exploitations possèdent un troupeau dont l'importance en nombre de têtes est très variable (Fig. 14)

Fig. 14 — Importance relative des bovins, ovins et caprins dans les exploitations des Hautes Terres de Tarime

	% chefs d'exploitation	moyenne du nb têtes
bovins	54	10
caprins	51	9
ovins	20	6
ânes	6	2

à la fois culture de
rente et culture
vivrière

traditionnel

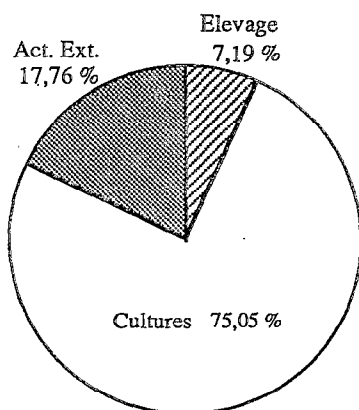
maïs adapté à la
culture attelée

risques de vols

Sous la pression des récents vols de bétail, beaucoup d'agriculteurs ne désirent plus prendre le risque de perdre un grand nombre de têtes, bien souvent ils se contentent d'une paire de bovins de trait et d'une vache laitière. Si l'usage de la culture attelée et donc la possession d'une paire de boeuf semble être l'objectif prioritaire pour chaque agriculteur, l'usage de la fumure organique reste trop restreinte. En effet, si le lisier amoncellé dans la *zizi* familiale est quelquefois transporté dans les *shambas* de maïs, celui répandu le long des routes ou dans les zones non arables (principalement les zones d'affleurement granitique), dernières zones de pâturage, faute de main d'oeuvre, n'est jamais collecté.

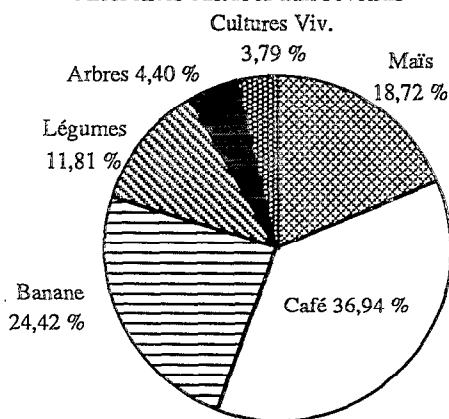
e) Revenus et dépenses

Fig. 15a — Sources des revenus, (n = 97)



De façon générale, il ressort que l'ensemble des agriculteurs des Hautes Terres de Tarime tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente de leurs cultures (75 %) par rapport à l'élevage (7%) ou à l'argent gagné par des activités extérieures à l'exploitation (18 %). Il apparaît très nettement que les cultures telles que café, banane et maïs jouent un rôle prépondérant dans l'économie agricole locale (Fig.15). Certaines cultures vivrières bien que capitales pour l'autosubsistance comme le millet, le sorgho ou le manioc contribuent très faiblement aux revenus de la communauté familiale (3.7 %). Par contre la vente des légumes, bien que ceux-ci soient cultivés à petite échelle (3 % de la terre arable totale utilisée) apporte des revenus plutôt substantiels (12 %).

Fig. 15b — Contribution relative des différentes cultures aux revenus



Les données obtenues concernant les revenus et dépenses sont pour la plupart sous-estimées. Les causes sont multiples : méfiance de l'interrogé vis-à-vis de l'enquêteur, membres de la famille participant aux trafics frontaliers ou à la prospection illégale de l'or des anciennes mines, détournement des revenus provenant du système collectif «socialiste» suivant la responsabilité de l'interressé au sein des institutions politiques villageoises. La force de travail est très souvent surestimée, puisque bien souvent tous les membres actifs d'une exploitation n'y travaillent pas à plein temps.

Néanmoins il est possible d'obtenir une image générale des différentes catégories d'exploitation familiale en tenant compte de leurs revenus annuels, de l'importance de la main d'oeuvre familiale ainsi que de la possession (ou non) de bovins de trait.

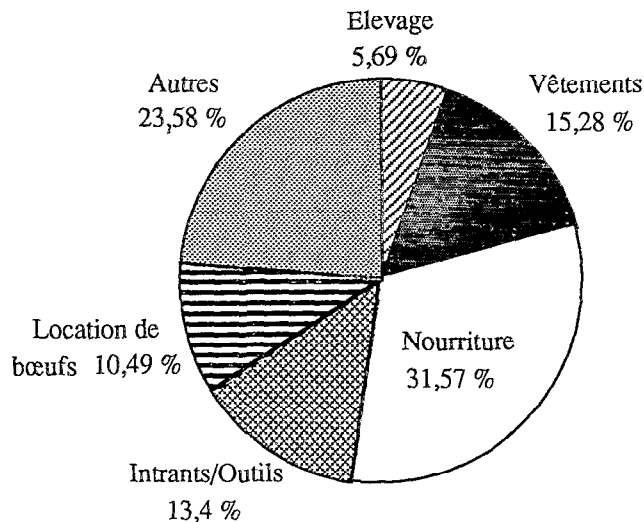
Fig. 16 — Nombre d'exploitations familiales dans chaque classe (revenus avec A: 0-15000 Tsh, B: 16000-43000 Tsh, C > 43000 Tsh/main d'oeuvre familiale/traction animale) sur un total de 97.

classe	sans traction animale			avec traction animale		
	A	B	C	A	B	C
1	23	4	2	6	1	4
2	7	5	1	6	6	4
3	2	2	2	6	10	6

La catégorie la plus nombreuse est celle des communautés familiales restreintes, sans bovin de trait, ayant des revenus annuels faibles (Fig. 16) : malgré l'étonnante situation écologique et géographique de cette région, la majeure partie des agriculteurs des Hautes Terres de Tarime ont bien des difficultés à obtenir des revenus leur permettant une existence décente .

L'achat de nourriture reste, pour l'ensemble des exploitations le coût le plus important (Fig. 17) avec 32 % du budget. Les différentes taxes (villageoise - de 300 TSh - et scolaire) ainsi que la couverture des besoins ménagers représentent également une part importante du budget (24 %). L'achat de têtes de bétail semble plutôt épisodique (6 %) dans une société agricole en pleine mutation vers une agriculture plus intensive et plus diversifiée.

Fig. 17 — Répartitions relatives des dépenses dans les ménages Kurias



III — LES FACTEURS DE BLOCAGES

une démographie trop importante

Cette situation «favorable» au regard de la production céréalière (en 1988 la production de maïs a atteint au moins 680 t sur l'ensemble de la région) ne masque pas pour autant les sévères contraintes qui pèsent sur l'ensemble du système. Cette zone est une des plus densément peuplée du territoire national avec environ 90 hab./km², sur une moyenne nationale de 19 (BERRY, 1988). La vitesse de croissance annuelle de la population avoisine les 3 %. Le dernier recensement de 1978 indiquait, un nombre d'habitants supérieur à 51 000 personnes dans les Hautes Terres de Tarime. Cette croissance semble s'être accentuée dernièrement, conséquence indirecte du programme de villagisation, qui en vue d'une restructuration socio-économique interne profonde de la société rurale Kuria, a entraîné un abandon progressif des coutumes et des traditions bien souvent cohérentes et conservatrices d'une certaine stabilité familiale. Enfin, «le retour à terre» prôné par le programme Ujamaa a non seulement concentré les populations rurales dans les régions les plus favorables d'un point de vue agricole, mais a aussi fortement contribué à un afflux massif de citadins, dans ces mêmes zones, «prêts à faire fortune».

un mauvais fonctionnement des institutions

Dans un contexte national très politisé et une politique agricole collectiviste, de nombreux blocages à la production concernent les institutions responsables de la fourniture de matériels et d'intrants auprès des agriculteurs et du paiement des récoltes céréalières, les services de vulgarisation agricole et les organismes bancaires pouvant octroyer des crédits aux institutions et aux particuliers.

et un contexte économique précaire

La précarité de l'économie nationale (les plans économiques se succèdent depuis l'Indépendance, mais la constance du manque cruel de devises étrangères freine considérablement leur portée), révélée au niveau du paysan par la faiblesse de la monnaie tanzanienne (le shilling tanzanien vaut dix fois moins que le shilling kenyan) ainsi que par l'état déplorable des voies de communications et le manque de moyen de transport, sont sans doute une des principales contraintes au développement. L'éloignement relatif de la région des Hautes Terres de Tarime à la capitale, contribue à la méconnaissance totale des conditions socio-économiques des agroéleveurs Kurias auprès des autorités nationales, qui malgré leur bonne volonté ne peuvent prendre des mesures économiques efficaces (un exemple : chaque année on note une sous-évaluation de la production de café qui entraîne des délais de paiements de plus d'une année auprès des producteurs).

Dans cette région relativement oubliée des autorités nationales ainsi que des projets de développement, le rapport et les suggestions de l'équipe ont été reçus avec beaucoup d'intérêt ...

Quelques suggestions :

*** Le renforcement de la position centrale du maïs**

A la fois culture de rapport et culture vivrière, le maïs occupe non seulement une place centrale dans les systèmes de production des agriculteurs Kurias, mais il présente également de nombreux avantages vis-à-vis de cultures plus traditionnelles telles que le millet, dont le désherbage obligatoire (toujours manuel) requiert une quantité de travail trop importante, et le sorgho, pillé sur pied, chaque année, par des nuées d'oiseaux venus des plaines du Sérengeti, toutes proches. Le contexte commercial particulier de l'activité économique frontalière augurant d'un avenir favorable du marché céréalière de la région de Tarime renforce la situation privilégiée du maïs.

Les très faibles rendements observés, estimés à moins de 50 % de la production potentielle locale, tenant compte de l'environnement physique et socio-économique, démontrent la pertinence de l'intervention des vulgarisateurs agricoles dans des conseils touchant l'amélioration des actuelles pratiques culturales. Des désherbages plus fréquents, des épandages systématiques de fumier et le retour à la rotation culturale avec le manioc, par exemple, sont autant de propositions pouvant conduire à une augmentation progressive de la production ne mettant pas en péril l'équilibre et la reproductibilité générale du système.

*** La coordination effective des coopératives et des institutions**

L'évidence du manque de motivation des agriculteurs pour la culture du café (dont la production est estimée à moins de 20 % de son potentiel) semble principalement provenir du mauvais fonctionnement des institutions responsables de la formation et de l'information des planteurs comme le CDP (Coffee Development Programme) et du DADO (District Development Officer) et ses collaborateurs ainsi que l'impossibilité presque totale pour la MCU (Mara Coopérative Union) de fournir des intrants, des outils et surtout de payer les producteurs dans des délais raisonnables. Une meilleure coordination de ces trois organismes est sans aucun doute la condition *sine qua non* du maintien de la culture du café dans la région, pratiquement condamnée à brève échéance.

*** L'amélioration des rendements vivriers pour les petites exploitations**

Les remarquables conditions écologiques de la région autorisent une intensification progressive et raisonnée des systèmes de production. L'augmentation des rendements des cultures vivrières, entraînant une plus grande disponibilité de la terre aux cultures de rente, peut apporter de meilleures opportunités de revenus aux petits exploitants. La quantité limitée de leur force de travail et leur faible pouvoir d'investissement sont les deux principaux facteurs à privilégier dans un tel programme d'optimisation agricole. Respectant une situation productive caractérisée par de faibles apports d'intrants extérieurs, les pratiques culturales telles que l'utilisation d'engrais vert, de cultures associées, le retour de la rotation des cultures, le recyclage des résidus culturaux, peuvent permettre le maintien d'un niveau de fertilité des sols acceptable. La sensibilisation des exploitants à la nécessité de mieux intégrer les actuelles pratiques d'agroforesterie touchant tout particulièrement la culture de légumineuses ligneuses (utilisation en tant que fourrage et bois de chauffe) sont également des mesures pouvant permettre non seulement le maintien de la fertilité des sols mais surtout de lutter contre les phénomènes d'érosion toujours importants dans les régions d'altitude à topographie contrastée. Enfin, le maintien de la diversité des systèmes de

production revêt un caractère de nécessité vitale pour les petites exploitations dans le contexte économique local très fluctuant.

*** L'amélioration de la production du café et l'introduction de l'élevage laitier pour les grandes exploitations.**

Des propositions de recherche-développement (celles-ci pourraient être formulées par les vulgarisateurs locaux ou encore par la station de recherche Ukiriguru, située à Mwanza) nécessitant une augmentation des investissements en terme de force de travail et financier telles que la culture du café et l'introduction de l'élevage laitier (qui serait un pas vers l'amélioration de la malnutrition), en collaboration avec un projet local suédois MSDEP (Project Proposal Mara Smallholder Dairy extension Programme), semblent être un des meilleurs challenges à la portée des grandes exploitations des Hautes Terres de Tarime.

*** La culture du café sous ombrage pour les petits exploitants ?**

Le problème de l'infestation des shambas de café par les espèces adventices est une des principales contraintes des exploitations dont la force de travail est limitée. L'ombrage des shambas de café ou l'occupation de la strate herbacée par une autre culture, peut limiter cette invasion. Des études concernant l'influence de l'ombrage sur la production des caféiers locaux (avec un dispositif de culture intercalaire café-banane par exemple) ou celle de la compétition interspécifique (avec des dispositifs de culture mixte café-haricot-patate douce déjà répandue) pourraient faire l'objet d'un programme de recherche permettant d'établir des propositions sérieuses quant à leurs caractères appropriés pour les petites exploitations des Hautes Terres.

*** Potentialité régionale de la culture de la banane.**

En quelques années les Hautes Terres de Tarime sont devenues la plus importante région productrice de banane de la zone du Lake Victoria, supplantant très largement Bukoba (situé de l'autre côté du Lac), la région traditionnellement orientée vers cette production. L'absence de sérieux problèmes phytopathologiques, les excellentes conditions écologiques de la zone et surtout la motivation des agriculteurs (essentiellement les petits exploitants ne possédant pas de bovins de trait et ayant peu de main d'oeuvre familiale) expliquent ces résultats. Par contre les revenus que tirent les Kurias de cette production ne reflètent que très faiblement la demande commerciale effective. Un régime de banane, acheté 100 ou 200 Tsh à une ménagère au bord de la piste est revendu 10 fois plus cher à Musoma (au bord du Lake Victoria). Le manque d'infrastructures routières permanentes ainsi que l'absence de réseaux commerciaux effectifs sont les principaux facteurs des blocages du développement de cette production pourtant très prometteuse. La prise en compte par les autorités nationales de cette opportunité de développement pour la région peut déboucher sur de futurs programmes de recherche visant à quantifier les potentialités réelles de la culture de la banane dans Les Hautes Terres de Tarime pour en faire bénéficier l'ensemble des exploitants.

*** Programme d'amélioration du cheptel bovin indigène**

La mutation du rôle de l'élevage bovin traditionnel Kuria, vers son intégration progressive aux structures de productions agricoles avec la généralisation de l'utilisation de la charrue attelée et l'emploi de fumure organique dans les parcelles nécessite une amélioration des pratiques d'élevage au niveau de l'alimentation du bétail ainsi qu'un contrôle des maladies en vue de l'augmentation de leur performance à la traction. L'utilisation des résidus culturaux et ménagers, la culture de fourrages ligneux pour l'alimentation du bétail ainsi que l'amélioration variétale bovine sont autant de nouveaux concepts qui ne pourront être assimilés par les paysans Kurias, sans l'appui et l'aide d'importants programmes de développement à l'échelle régionale.

1. Les institutions politiques

un collectivisme
coercitif

L'influence de l'orientation de la politique nationale est importante pour le Kuria, de façon quotidienne : plus de 90 % des paysans affirment être membre du Parti Révolutionnaire (le « *Chama cha Mapinduzi* », instauré en 1964-65, comme parti politique unique). Dans chaque village des Hautes Terres de Tarime, l'agriculteur, pour les décisions concernant les groupes de travail ou la terre doit en référer à l'autorité de l'Etat ainsi qu'à celle du Parti .

et une
autosurveillance à
tous les niveaux

L'administration villageoise (et parallèlement celle du Parti) compte un *chairman*, un secrétaire et conseil de 25 membres responsables de toutes les décisions concernant l'éducation, la santé, la production agricole et les finances. Des réunions hebdomadaires (General Village Meeting) réunissent les agriculteurs du village afin de distribuer les travaux collectifs. Chacun y est censé relater sa propre contribution au bénéfice de la collectivité villageoise. Enfin, chaque village est divisé en cellules comprenant au moins dix *boumas*, avec à la tête un leader (l'autosurveillance paysanne est de règle). De ce réseau politico-administratif, a vite émergé une nouvelle classe sociale, bureaucratique, pas toujours en bon terme avec les paysans. En effet, les mauvaises conditions économiques ont rapidement corrompu le système politique installant un climat de méfiance à tous les niveaux.

2. Les coopératives

un passé
chargé

Actuellement, seulement 50 % des agriculteurs cotisent à la coopérative de leur village (Primary Society : il en existe une dans chaque village Ujamaa)). En contrepartie, celle-ci doit être en mesure de leur fournir des intrants (engrais, semences), des outils et de payer leur récolte de café et de céréales. La «Mara Coopérative Union» supervise pour la région (de Mara) l'ensemble de ces coopératives villageoises des Hautes Terres de Tarime. Le mauvais fonctionnement de ces coopératives semble être le principal sujet de plainte des agriculteurs. Le manque d'approvisionnement en intrant et en outils et surtout les scandaleux délais de paiement des récoltes, jusqu'à deux ans, ont achevé de discréditer le système. Faute de moyens de transport, semences, engrais, outils, pompes etc... s'entassent dans la MCU de Tarime, sans jamais atteindre les exploitations. Cette situation est surtout grave pour l'avenir du café dans la région malgré l'effort du Coffee Board, chargé de fournir aux planteurs de jeunes pousses (provenant des pépinières de l'état) ainsi que des conseils concernant les pratiques culturales. La production actuelle d'un caféier, dans les Hautes Terres de Tarime avoisine péniblement 1 kg par an.

3. Le crédit

difficile à
obtenir

Si la «Cooperative Rural Development Bank» et la «National Bank of Commerce» sont officiellement chargées d'octroyer des crédits aux agriculteurs, l'ensemble des paysans Kurias souligne l'impossibilité d'en obtenir auprès de ces institutions. La seule forme de crédit existant dans les Hautes Terres de Tarime est celle pratiquée par la MCU : en échange d'intrants, l'agriculteur donnera à la coopérative une partie de sa récolte, l'année d'après. Le crédit entre agriculteurs voisins, certainement quantitativement important, demeure cependant difficile à mettre en évidence : beaucoup d'interrogés semblent répugner à faire état de leurs dettes.

4. La vulgarisation agricole

réservée aux
"bons agriculteurs"

Relativement élitiste, les vulgarisateurs, sous la directive des programmes gouvernementaux, ont surtout pour tâches de toucher les «bons agriculteurs» (progressive farmers). Adeptes des cultures monospécifiques et d'une agriculture intensive à forts apports d'intrants, il semblerait que leur message ne soit pas très approprié aux conditions socio-économiques des Hautes Terres de Tarime. Par contre, l'étonnant dynamisme des projets d'agroforesterie (essentiellement pour la production de bois de chauffe et de construction), même si le choix des espèces ligneuses prête à controverse (comme l'Eucalyptus : beaucoup d'agriculteurs préféreraient des ligneux fourragers) est un acquis à mettre au bénéfice d'une bonne orientation de la vulgarisation agricole tanzanienne. Placés dans quelques villages des Hautes Terres de Tarime, dans chaque «location», les Villages Extension Workers (VEW) sont essentiellement chargés de collecter l'information concernant la production locale. L'importance de leurs effectifs cache cependant une inefficacité presque totale de leur action, compte tenu de leur message, des conditions locales et des moyens de transport dont ils ne disposent pas ...

CONCLUSION

Fluctuations économiques et politiques, pression démographique, bouleversement social, mécanisation de l'agriculture, sont autant de facteurs responsables de la mutation agricole des Hautes Terres de Tarime. Les modes d'exploitation du milieu par les Kurias ont subi, ces dernières années, des transformations profondes : on assiste à la disparition des grands troupeaux, des grands pâturages et de l'élevage extensif, des grandes familles, à une évolution des systèmes de cultures auparavant strictement vivriers vers une structure générale de petites exploitations, maintenues par des communautés familiales restreintes, au sein desquelles l'agriculture de rente se diversifie, tout en maintenant une production vivrière assurant primordialement la subsistance familiale. Dans cet effort de diversification et d'intensification, la place de la traction animale est déterminante (l'usage de la fumure organique devrait être une nécessité), modifiant ainsi le rôle traditionnel des bovins chez les Kurias. La disparition progressive de la polygamie, de plus en plus ressentie comme source de problème et non plus comme une nécessité socio-économique, reflète également les mutations profondes d'une société rurale traditionnelle en pleine évolution. Les remarquables conditions écologiques de cette région, apportant de grandes potentialités culturelles (puisque'il est possible pour certaines cultures d'obtenir jusqu'à trois cycles par an) ainsi que la proximité d'un marché frontalier très dynamique, confèrent à cette zone agroécologique des atouts indéniables pour des projets de développement appropriés.

BIBLIOGRAPHIE

- ANACLETTA O., LEGGETI., 1982. The proposed Mogabiri Agricultural Extension Centre. *Research report and recommendations*.
- ANDERSON B., 1960. Soils of Tarime. *District Office File n° 1/501*.
- ANDERSON B., 1961. Analysis of soils from Tarime. *District Office File n° 1/501*.
- BAKEMA R., GREWAL D.S., HAHATS., HERBERT U., LAMADE E., MAFURU J., SCHLOSSER I., 1989. An analysis of the farming system in the Tarime Highlands, Tanzania. Implications for research and development. *ICRA Working Document Series 6. 73 p.*
- BERRY L., 1986. Tanzania. Physical and social Geography. *In : Africa South of the Sahara, pp 986-1010*.
- BYERLEE D., COLLINSON M. et coll., 1980. Planning technologies appropriate to farmers. Concepts and Procedures. *Mexico : CIMMYT, 71 p.*
- FREYHOLD Von M., 1979. Ujamaa villages in Tanzania. Analysis of a social experiment. *Nairobi : Heineman, 201 p.*
- JAMAL A., 1984. After Sovereignty, What ? The Tanzanian Dilemma. *Development seeds of change, 237-239 p.*
- LAMADE E., 1989. Traditions and Socialism in the Kuria farming system pattern, Tanzania. *ICRA Topical Paper, Tanzania Group. 15 p.*
- PATEL B.N., SRIVASTAVA, 1977. Soil survey report of Tarime Highlands (Mara region), Tanzania (with special reference to tea production). *Dar es salaam : Tanzania Tea Authority.*
- PURSGLOVE J.W., 1976. Tropical crops. Monocotyledons. Dicotyledons. *London Longman.*
- STEWART F., 1986. Economic Policies and agricultural performance. The case of Tanzania. *Paris : OCDE 122 p.*
- TARO, 1983. Ukiriguru, 50 years of research 1932-1982. *Tanzania Agricultural Research Organization, Ukiriguru Research Institut, 115 p.*
- TOBISSON E., 1985. Women, food and nutrition in Nyamwigura village. A case study. *Dar es salaam : Tanzania Food and Nutrition Centre.*
- YEAGER R., 1982. Tanzania. An African experiment. Profiles Nations of Contemporary Africa. *Gower, Hampshire, (England), 136 p.*

The Kurias in the highlands of Tanzania: Diagnosis of a changing family farming system. — E. LAMADE.

Three months of research (April-June 1989) by an international, multifield ICRA team in north-western Tanzania investigated certain aspects of the farming systems of the Kurias, who practice crop and livestock farming in the Tarime "highland" agro-ecological zone. Surveys identifying the constraints on farmers' objectives enabled diagnosis of the functioning of their farming systems. Suggestions were made for research and development aimed at improving system sustainability with a low level of inputs from outside.

Key-words: Farming system, holding, diagnosis, animal husbandry, highland zone, Tanzania.

Los kurias de la zona alta de Tanzania: diagnóstico de un sistema de producción familiar en proceso de mutación. — E. LAMADE.

Durante tres meses de investigaciones (abril-junio 89), un equipo pluridisciplinario e internacional del ICRA, ha estudiado algunas características en los sistemas de producción de los Kurias, quienes son productores agropecuarios en la zona agro-ecológica de las tierras altas de Tarime. Unas encuestas han permitido identificar factores limitantes comprometiendo los objetivos de los productores así como establecer un diagnóstico de funcionamiento de los sistemas de producción. De igual manera, se formularon algunas proposiciones de investigación y desarrollo teniendo como propósito mejorar la reproductibilidad de los sistemas en un contexto de bajos niveles en el uso de insumos agrícolas.

Palabras claves: Sistema de producción, explotación agrícola, diagnóstico, ganadería, zona alta, Tanzania.